

Mon intervention en Séance du Conseil général de la Seine-Saint-Denis lors du vote du Budget 2011.

par [Corinne Valls, Cantonales Romainville 2011](#), jeudi 19 mai 2011, 09:00

Monsieur le Président,
Mes chers collègues,
Mesdames et messieurs,

Nous voici réuni pour voter notre budget au lendemain des élections cantonales de mars dernier. Ces élections ont été marquées par un rejet d'ampleur des politiques gouvernementales sur fond de repli identitaire et de désenchantement démocratique.

Si cette situation politique nous engage tous, elle est aussi le fruit d'un travail de sape mené, année après année, par le gouvernement de droite pour empêcher les collectivités territoriales de jouer pleinement leur rôle et leur faire porter la responsabilité de l'impuissance du Politique aux yeux de nos concitoyens.

Je le dis très tranquillement, cette recentralisation rampante doublée d'un transfert d'une part de plus en plus importante de la fiscalité vers les ménages moyens et modestes remettent en cause notre pacte social et démocratique qui est au fondement de nos valeurs républicaines.

Ainsi, quand l'action publique se résume au désengagement constant de l'Etat, aux coupes claires dans les budgets sociaux, à la stigmatisation des plus fragilisés de nos concitoyens pour monter les catégories populaires les unes contre les autres, tout concourt à détourner les français de la question sociale et donc des sujets qui concernent leur quotidien (pouvoir d'achat, logement, emploi, éducation, santé).

Aussi, il ne faut pas s'étonner (même si l'on doit le déplorer) que d'aucuns choisissent l'abstention ou le vote extrême.

Face à cette défausse de l'Etat, je veux affirmer très clairement, comme tous mes collègues de l'exécutif que j'assume les choix qui seront fait dans ce budget départemental.

Un budget qui propose des orientations progressistes, pour contrecarrer les dérives des politiques gouvernementales, mais un budget de plus en plus contraint qui nous oblige à mettre en exergue des priorités incontournables devant permettre de mener des actions concrètes en direction de tous nos concitoyens.

Je voudrais d'emblée saluer le travail des services départementaux et notamment bien sûr ceux de la DVD et de la DAD avec lesquels nous avons su porter des dossiers lourds, complexes que nous avons menés à bien. Je veux louer leur expertise, leur engagement. Qu'ils en soient remerciés.

Je pense très clairement à l'inscription de l'arc Est en cœur du département pour le futur réseau du grand Paris Express.

Je pense également au travail très important que mène le service voirie concernant nos trams 1, 5, 8 qui vont transformer la vie quotidienne de nombreux habitants de notre département.

Mais, une nouvelle fois, nous avons du tordre dans tous les sens ce budget parce que nos dépenses continuent à croître, parce que nous entendons notre engagement budgétaire dans une optique de rattrapage tant notre département a été trop longtemps le parent pauvre des transports franciliens, et surtout parce que nos recettes, dans le même temps s'amenuisent.

Comme je considère que l'on ne doit se résigner qu'au bonheur, nous ne baissons pas les bras, nous allons travailler pour les habitants de nos territoires pour qu'au même titre que tous les autres franciliens, ils bénéficient du même niveau de transports structurants, du même maillage, des mêmes interconnexions, des mêmes voiries principales rénovées, des mêmes gares, etc.

Face à ce qui s'apparente aux diktats de l'Etat, face à une réforme territoriale qui n'a ni résolu la question de la gouvernance, ni la question de la clarification des compétences, ni la question de l'autonomie fiscale, mais qui a simplement asséché les financements et les dotations de transfert pour remettre en cause de manière idéologique le rôle d'investisseur et d'amortisseur social des collectivités territoriales, nous continuons à faire face.

Nous faisons face avec un leitmotiv, celui de porter une politique de transports qui est avant tout une politique sociale en direction de nos concitoyens de la Seine-Saint-Denis.

Quand nous établissons un Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) pour lisser de manière prospective l'impact sur nos investissements pour les 4 prochaines années, nous prévoyons très clairement de mener à bien la mise en œuvre dans les meilleures conditions possibles de nos lignes de trams en cours et à venir (je

pense particulièrement au T1) et de notre BHNS, dit T Zen 3 le long le long de cet axe stratégique qu'est le canal de l'Ourcq.

Ces équipements nécessaires ne mailleront pas notre territoire dans plusieurs générations, ils ne sont pas de l'ordre d'un impensé, ils ne sont pas des projets chimériques, non, ils seront effectifs concrètement pour certains dans quelques mois.

Et c'est en cela qu'ils participent d'une transformation avant tout sociale de nos territoires. Car, pour nous, travailler au désenclavement, à une offre de transports diversifiés, à des réseaux lourds de banlieue à banlieue, à la structuration d'une métropole intense et douce à la fois, c'est œuvrer à l'amélioration de la vie quotidienne des habitants de notre département, c'est construire les conditions de l'émancipation en accédant plus facilement à un emploi, à la formation professionnelle, à des lieux de loisirs, de culture et au rapprochement entre son domicile et son travail.

Donc loin des débats quasi-philosophiques sur le visage de la métropole d'après-demain, notre équipe propose un budget offensif pour changer en mieux, dès aujourd'hui, le visage de la Seine-Saint-Denis.

Construire le présent, préparer l'avenir ; c'est tout simplement s'assurer que l'on ne prenne pas de retard sur cette question essentielle des déplacements.

Ce volontarisme nous l'avons mis en œuvre concernant l'arc est du GPE.

Il y a quelques mois, avant les débats publics sur arc express et le projet du grand huit, initié par Christian Blanc, aucun tracé n'apparaissait au cœur de notre département pour desservir des territoires dynamiques participant de l'essor de notre département, mais aussi des territoires populaires qui avaient besoin de perspectives en matière d'aménagement, de développement économique et donc d'emploi.

Grâce à la détermination du Président Bartolone, grâce à la célérité et à la compétence de nos services, grâce à notre volonté collective, nous avons su inscrire ce projet dans la vision partagée entre la Région et l'Etat et aujourd'hui nous pouvons dire sans déflorer un quelconque secret que notre tracé apparaîtra dans le décret soumis au conseil d'Etat dans les jours qui viennent.

Cette dynamique de territoire, cette idée que les transports ne sont pas une science froide portée par des aménageurs en chambre, est déterminante pour la Seine-Saint-Denis.

Il y a bien des moyens pour rendre notre département toujours plus solidaire et durable, mais je considère comme un enjeu social primordial de donner aux habitants de nos territoires les moyens de transports auxquels ils ont droit, au même titre qu'un habitant des Hauts de Seine ou un Parisien.

Cette priorité pour les transports en commun répond donc aussi à l'urgence sociale et rien ne nous détournera de cet engagement, sauf à considérer que sans printemps des territoires en 2012, nous risquons pour de bon d'être mis en faillite par un Etat impécunieux nourrissant défiance et revanche vis-à-vis des collectivités locales.

Je vous remercie de votre attention.